

M) Suite 13

Cette technocratie corporatocratie occidentale des oligarques provient de l'expansion du réseau des ONG et des médias qui a même assuré la colonisation de l'esprit collectif des anciens peuples captifs de l'Empire pourtant soviétique. La « thérapie de choc », l'instauration du régime de libre-échange, l'imposition de prêts exorbitants, la privatisation de masse et la libéralisation des prix ont quant à elles assuré la colonisation économique. Le diktat des vainqueurs de la Guerre Froide a imposé le paradigme libéral comme une idéologie unique, à caractère axiomatique, qui a produit l'uniformisation et la vassalisation de tout le spectre politique dans l'espace ex-communiste. L'imposition de l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, à l'Union européenne et à l'OTAN ont achevé le processus de soumission de la plupart de ces pays ex-communistes. Le Covid et les mesures sanitaires servent elles à faire souffrir les peuples occidentaux en particulier européens pour leur faire accepter plus facilement le grand reset, cette convergence utopique d'intérêts d'oligarques pervers au niveau occidental voire mondial, ceci prouvant que ce sont les pays parmi les plus riches qui sont principalement visés surtout aussi car probablement les plus insoumis au système corrompu. Suite à une blessure de guerre lui ayant apportée des séquelles d'un syndrome de stress post-traumatique après une mission de cinq mois en Afghanistan, l'ancien médecin militaire Madame Bonni a porté plainte contre le gouvernement :

« Suite à mon expérience traumatique, je me permets de demander à mettre un terme aux abus du gouvernement lié au covid, car la population française subit une persécution faite de terreur alimentée par des informations floues ou contradictoires, et par des mesures en tout sens : gestes barrière, masques déconseillés puis obligatoires, confinement à échelles variables, couvre-feu, obligation de rester chez soi en cas de symptôme, drame des Ephad, fermeture administrative des magasins, des bars, des restaurants, des dancing, des cinémas et des théâtres, interdiction de se réunir, mise au chômage, travail et enseignement à distance, etc. Cela se paye d'une épouvantable casse économique, sociale, culturelle, spirituelle, éducative et scientifique. Toutes ces mesures sont source de traumatisme psychique qui auront toujours plus de conséquences : isolement, violence, burnout, dépression, intoxication médicamenteuse, usage de stupéfiants, suicide. En particulier les jeunes générations sont privées d'un accès au savoir qu'elles ne rattraperont jamais et spécialement les tout petits sont en danger parce qu'ils sont privés de phases essentielles à leur humanisation (de leur premier souffle jusqu'aux années d'apprentissage de la parole et de la socialisation dont à travers la masque inadmissible à partir de six ans). » Cette dénonciation ne correspond-t-elle pas un génocide selon l'article 211-1 du code pénal : « Constitue un génocide le fait, en exécution d'un plan concerté tendant à la destruction totale ou partielle d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, ou d'un groupe déterminé à partir de tout autre critère arbitraire, de commettre ou de faire commettre, à l'encontre de membres de ce groupe, l'un des actes suivants : atteinte volontaire à la vie ; atteinte grave à l'intégrité physique ou psychique ; soumission à des conditions d'existence de nature à entraîner la destruction totale ou partielle du groupe ; mesures visant à entraver les naissances ; transfert forcé d'enfants. Le génocide est puni de la réclusion criminelle à perpétuité. »

Convention d'Ovedio à laquelle la France est soumise : article 2 : « La primauté, l'intérêt et le bien-être de l'être humain doit prévaloir sur le seul intérêt de la société et de la science. »

En règle générale, le génocide ne signifie pas nécessairement la destruction immédiate d'une nation, sauf lorsqu'il est réalisé par des meurtres en masse de tous les membres d'une nation. Il entend plutôt signifier un plan coordonné de différentes actions visant à la destruction de fondements essentiels de la vie de groupes nationaux, dans le but d'exterminer les groupes eux-mêmes. Un tel plan aurait pour objectifs la désintégration des institutions politiques et sociales, de la culture, de la langue, des sentiments nationaux, de la religion et de la vie économique de groupes nationaux, ainsi que la suppression de la sécurité personnelle, de la liberté, de la santé, de la dignité, voire de la vie des personnes appartenant à ces groupes. Le génocide vise le groupe national en tant qu'entité, et les actions en question sont dirigées contre des individus, non pas en qualité, mais en tant que membre du groupe national, et la pensée génocidante correspond donc à un génocide de la pensée et une condamnation. Or ce sont une description et une énumération très précises de tous les maux mortels dont de la tyrannie sanitaire, financière, médiatique, économique et numérique qui touchent l'Europe de l'Ouest et la France en particulier.

L'idéologie dénataliste, de dépopulation et de stabilisation de la démographie planétaire (pouvant éventuellement être légitime à un certain moment en autorisant seulement deux enfants par couples voire trois) transcende les clivages politiques de l'hyper classe corrompue et constitue l'essence du projet de domination des élites mondialistes depuis plusieurs générations, dont à travers les cigarettes, l'alcool, la malbouffe, les produits cancérigènes, l'avortement, les campagnes de stérilisation cachées dans des vaccins, virus Covid, masques, confinement, vaccins ARN. En effet étant prêtes à sacrifier de vastes parties de la population, il faut être certain que les perverses oligarchies mondialistes veulent se garder l'ultra technologie (dont au niveau nano) de luxe médical (possiblement immortalité qui ne peut être donnée à tous) et de confort, surtout qu'actuellement avec le gros système financier, l'automatisation, internet et l'intelligence artificielle, il n'y a presque plus besoin d'entrepreneurs ni d'ouvriers pour faire tourner des usines. A ce sujet lire article « Pass sanitaire, biopolitique et apartheid social : quelles perspectives ? Franceschino Guicciardini » à l'adresse <https://strategika.fr/2021/08/03/pass-sanitaire-biopolitique-et-apartheid-social-queelles-perspectives-franceschino-guicciardini/> Ainsi en réalité « Le projet de dépopulation constitue l'un des objectifs stratégiques de la gouvernance mondiale depuis longtemps. Afin de réaliser son idéal collectiviste-oligarchique (collectiviste économiquement et oligarchique politiquement), l'hyper-classe globaliste travaille de longue date à réduire la démographie des classes moyennes et populaires partout dans le monde mais d'abord et en premier lieu en Occident, cela à l'horizon 2030 - 2050. Ce qui est logique : la construction d'un gouvernement mondial post-national et d'un collectivisme mondialisé, implique la formation d'un corps politique mondial restreint. Une humanité trop nombreuse est de fait plus dur à contrôler dans son ensemble pour une minorité politique. Aussi bien organisée et habile soit-elle, comme l'est l'oligarchie globaliste actuelle. Camouflés par le catastrophisme climatique et une narration écologiste dévoyée, les appels à une réduction drastique de la population mondiale sont constants depuis des décennies au sein de groupes d'influence comme l'Optimum Population Trust (aujourd'hui Population Matters). » (P.A Plaquevent)

Alors que nous sommes à une époque technologique où le localisme moderne peut étendre grandement les surfaces d'habitations, diminuer ainsi la densité des population permettre en même temps le confort et amener une moyenne de deux voire trois enfants par couple pour stabiliser la démographie de l'humanité.

Dans la guerre désormais ouverte entre une oligarchie déchaînée et les peuples, nous

disposons de plusieurs armes :

.le nombre : la plupart des Français vaccinés ne l'ont pas fait pour des raisons sanitaires ou parce qu'ils croyaient à la propagande politico-médicale, mais bien parce qu'ils voulaient continuer à vivre normalement ;

.les réseaux sociaux : même s'ils sont soumis à une censure inégalée, ils sont acquis à la résistance ;

.la rue : les manifestations maintiennent la pression et entretiennent le sens du collectif ;

.le travail de conscientisation politique et d'amélioration religieuse.

Des professionnels pédiatriques dont en pédopsychiatrie relèvent aussi de graves perturbations dans le vivre-ensemble et la

socialisation suite à l'impact traumatique de la politique sanitaire actuelle sur les enfants :

nouvelles maltraitances dans les établissements scolaires, une condamnation de la tendresse et de l'empathie et un interdit implicite à l'altérité, une entrave au développement relationnel et

psychomoteur ainsi que des régressions dans les apprentissages, une fragilisation de l'autorité bienveillante et de la posture parentale, une perte de repères structurants et une augmentation

des discours paradoxaux, tous ces problèmes menant donc à une souffrance psychique croissante chez les enfants risquant d'entraîner une explosion de troubles psychiques graves et

de passages à l'acte suicidaire. Lire article complet « À propos des impacts traumatiques de la politique sanitaire actuelle sur les enfants » à l'adresse : <https://www.egaliteetreconciliation.fr/A-propos-des-impacts-traumatiques-de-la-politique-sanitaire-actuelle-sur-les-enfants-62231.html>

Une maman s'est heurtée au devoir de neutralité des écoles mais aussi au refus de l'inspection académique (qui estime que se soucier du bien-être des enfants est « une perte de temps ») de

répondre à un questionnaire sur l'impact du masque à l'école. Pourtant cela permettrait de rassurer certains parents inquiets et d'alerter d'autres trop confiant. Elle a donc décidé de

mener directement une étude d'impact sur le port du masque à l'école, avec un questionnaire, auprès de 1 826 enfants.

Les réponses des 1 826 enfants, du primaire au lycée, à ce questionnaire, exprimées en pourcentages, sont édifiantes mais surtout inquiétantes :

Sur le plan physique : Conséquences directes du port du masque : difficultés à respirer ; essoufflement ; humidité sous le masque ; maux de tête et vertiges ; démangeaisons et irritations du visage ; difficultés pour bouger et pour jouer ; buée sur les lunettes ; fatigue et

somnolence ; maladies diverses malgré le respect des règles sanitaires ; saignements de nez, nausées, malaises ; mauvaise haleine ; acné amplifiée ; lésions cutanées ; soif ; douleurs derrière les oreilles. Mais aussi, mains abîmées par les lavages répétés ; encoprésie

(défécation involontaire).

Sur le plan relationnel : Pénibilité du masque tout au long de la journée ; moins envie d'aller en classe ; tristesse de devoir garder les distances avec ses camarades ; moins de joie ; plus de

colère ; agitation, besoin de se défouler après les cours ; peur de la punition ; nécessité de se cacher ; mentir ou désobéir pour baisser le masque ; peur de moins supporter le masque avec

l'arrivée du printemps ; peur de l'avenir ; nécessité de consulter un psychologue ou un autre thérapeute ; déscolarisation temporaire. Mais aussi peur de la maladie peur de mourir ou de

faire mourir l'autre ; angoisse ; irritabilité ; culpabilisation ; insomnie ; cauchemars ; démotivation ; dépression ; sentiment de maltraitance, de surveillance permanente, d'exclusion et de

répression ; dévalorisation de soi-même ; perte de confiance dans les enseignants ; rejet de l'institution scolaire.

Sur le plan cognitif : Conséquences directes du port du masque : difficulté à se concentrer, à se

faire entendre à l'oral et à comprendre son correctement son professeur/instituteur ; champ de vision réduit. Mais aussi retard dans les apprentissages ; augmentation de la dysphasie. Certains enfants se sentent toutefois mieux par le sentiment d'être responsables, d'être protégé et de protéger les autres. Mais aussi par des parents plus rassurants et plus bienveillants.

Alors qu'en temps normal il suffit d'une petite proposition de loi (liberticide ou antipopulaire) sur un sujet mineur pour déclencher les foudres des syndicats, le soulèvement des partis, les hurlements des députés et les pétitions des people, là, alors que la France plonge dans les profondeurs d'une crise économique-sociale sans précédent amenant à ce grand reset, l'opposition officielle regarde ailleurs. C'est tellement surréaliste qu'on a du mal à y croire. Rares sont les personnalités politico-médiatiques qui osent dire tout simplement aux Français, en état de sidération durable, ce qu'il se passe vraiment (c'est pourquoi, la nature politique ayant horreur du vide, de courageux médecins et scientifiques s'y collent) : on bascule dans la dictature mondialiste d'une collusion entre multinationales, institutions mondialistes ou européistes (comprenant la plupart des partis d'opposition), et gouvernements corrompus. Ces derniers étaient depuis tant d'années secoués par l'insoumission des peuples, des peuples régénérés et regonflés politiquement par les échanges horizontaux structurants sur l'Internet, qu'ils ont fini par opter pour le pire : détruire par le Covid la démocratie (ou ce qu'il en restait) pour imposer leurs décisions sataniques, appauvrir le pays pour conserver leur pouvoir, étouffer la liberté d'expression pour garder la main sur la parole publique, et actionner la répression à la moindre demande de justice. Avant que ces potentats ne finissent dans les poubelles ou les fosses de l'Histoire, d'où ils n'auraient jamais dû sortir (mais ils ne sont que le salaire de l'ignorance et de la crédulité des Français), il faudra résister en bloc, échanger sous les radars et organiser notre défense. Déjà, derrière les scientifiques et médecins honnêtes, des bataillons de Français et de groupes populaires dans le monde se mettent en ordre de marche. Les enfants abandonnés se débrouillent entre eux.

Enfin les élites perverses organisant le grand reset lié au progressisme et au mondialisme pensent follement ou veulent faire croire sataniquement que l'Histoire humaine est une évolution illimitée, puisque son but final serait de fusionner notre identité physique, digitale et biologique, dans une forme de transhumanisme numérisé n'ayant pas de limite jusqu'à la robotisation des hommes, et signant donc la fin de la nature humaine.

-plutôt que de grandement augmenter la rémunération minimale de l'heure travaillée et baisser les charges des PME permettant un développement sérieux de chacun, Etat imposant sévèrement les classes moyennes entrepreneuriale et contrôlant au goutte à goutte les aides sociales dans une forme d'hyper étatismes avantageant excessivement les multinationales moins imposées et donc très loin de la liberté citoyenne qu'il revendique pourtant. Il s'agit du capitalisme financier informatisé supranational parasitaire qui détruit dont par l'automatisée industrie à outrance le capitalisme entrepreneurial moyen bourgeois de l'économie réelle et donc les métiers de la production et donc la vie humaine.

Ainsi il faut bien comprendre que dans la civilisation de l'islam, l'économie nécessite de sages règles essentielles pour garder un équilibre vital au même niveau que les sciences naturelles ou les sciences physiques, et que généralement quand elle est juste, elle influe souvent favorablement sur la politique et la géopolitique, même si c'est avant tout les idées, religieuses ou impies, qui sont le moteur de l'Histoire comme le prouve Youssef Hindi dans ses livres. En effet, l'Histoire n'est pas la résultante d'un rapport de production ou d'opposition simple entre prolétariat et bourgeoisie, mais plutôt de croyances, comme du temps de l'empire romain,

chrétien ou musulman, quoi qu'il est arrivé parfois que l'économie fasse l'Histoire. Cependant actuellement l'évolution historique provient principalement d'idées religieuses perverses en particulier de celle croyant que le peuple juif serait son propre (faux) messie, dont l'esprit pourrait être le sionisme, la représentation pourrait être la réapparition de l'Etat d'Israël interdite par Dieu et le système pourrait être le monde athée extrêmement laïque diminuant la piété noblement inspirante et insoumise en autorisant usure, mariage homosexuel, jeux d'argent, etc. Or le plan du faux messie peut plus correspondre actuellement au national sionisme prétendant revenir dans des nations non juives à la société traditionnellement chrétienne alors que servant le sionisme. Mais lorsque cette imposture sera reconnue massivement, cela peut tout de même participer à faire revenir la véritable tradition monothéiste christique. De même la république veut faire des républicains une sorte de messie collectif (à l'image des dérives donc du peuple juif ou du prolétariat dans le Marxisme) pour faire advenir les temps messianiques. C'est à dire qu'en ne croyant pas aux récompenses célestes, en ayant muté en une politique déguisée d'athéisme globaliste tout de même messianique puisque afin d'arriver ensuite à une théocratie en Israël, et en essayant de diluer l'humanité dans une irréalité basée sur la une stupide rébellion impie dont à travers la défense du contre nature par opposition à la raison et au verbe représentant le naturel, l'intelligence et la piété, ce judaïsme là s'est extrêmement égaré : **(S20v50) « Notre Seigneur, dit Moïse, est celui qui a donné à chaque chose sa propre nature puis l'a dirigée. »**

Sa lutte folle voire impie contre l'intelligence basée sur la réalité que tout existe d'abord par essence que par choix, cherche donc à maléfiquement transcender les limites des nobles valeurs monothéistes établies par rapport à la nature des êtres en voulant abolir toutes les règles dans une interprétation corrompue du sens du retour promis à l'Eden terrestre où il n'était interdit que de manger d'un fruit, car celui-ci réapparaîtra seulement par une élévation morale de l'humanité suivant les lois monothéistes et le caractère et la moralité prophétiques, et certainement pas par une disparition de la loi naturelle divine qui autoriserait transsexualité, mariage homosexuel, racisme, etc, ni même donc par un transhumanisme numérique. Lire à ce sujet le très bon article « COVIDisme, sécuritarisme et racisme » : armes d'auto-aliénation à l'adresse <https://www.egaliteetreconciliation.fr/COVIDisme-securitarisme-et-racisme-armes-d-auto-alienation-60201.html>

En effet, il est absolument évident que c'est par le respect général des commandements divins que la parfaite paix bénie du Jardin d'Eden reviendra sur terre et sûrement pas par une folie libertaire bestiale totale.

Dans ce sens comme il a déjà été vu, les pays occidentaux doivent comprendre intelligemment que pour leur propre pérennité et celle de l'Afrique, ils devraient plutôt développer ce continent plutôt que de baser leur économie à le piller, puisque il finira par ne plus rien rester, ce qui détruira aussi les bases de cette économie occidentale, qui s'effondrera comme tous les empires de l'Histoire, alors que de nouveaux consommateurs des produits occidentaux entretiendraient leur économie.

Or les lois islamiques concernant l'économie ont été établies par le Sage Seigneur Omniscient, et cela correspond clairement à un théorème mathématique où la moindre erreur dans cette équation posera de gros problèmes tôt ou tard telle une construction mal montée finira par s'écrouler, comme l'annoncent et le représentent la crise financière de 2008 ayant appauvri des millions de gens et l'endettement bancaire étant sans fin pour de nombreux pays lié à l'impie usure et au dollar beaucoup trop imprimé.

En effet par opposition au système international imposé par les Etats-unis, le système islamique

apporterait clairement une meilleure stabilité mondiale par sa modération, ses valeurs naturelles, sa justice sociale, son interdiction de l'usure, son impôt social (zakat) prélevé sur l'économie thésaurisée afin d'éviter que le système financier pourrisse comme l'eau qui stagne et ne circule pas pourrie, et donc son sain développement évitant les grandes crises économiques du capitalisme de plus en plus instable par un libéralisme libertaire à outrance, une hyper consommation que de moins en moins de personnes arrivent à suivre et une amplification des inégalités économiques n'avantageant que les intérêts des ultra riches. Surtout que selon Aristote et le monothéisme, l'économie est une branche de la morale et doit être surdéterminée par les valeurs transcendantes, et sa place devient donc une succursale de la morale devant logiquement faire tendre l'humanité à une noble gestion empathique des autres.

Ainsi l'économie doit évidemment être sous contrôle du politique et de la morale. Cependant l'économie a illégitimement pris le dessus sur le politique, et les mathématiques (prétendument scientifique alors que l'économie correspond à des rapports de force humains : production, consommation, entre-aide, création de richesse ou pas, domination ou parasitisme) ont donc perversément pris le dessus sur l'économie car elles la servait auparavant.

Or si ce changement de paradigme n'arrive pas progressivement dont par la blockchain et la cryptomonnaie éthiques, le système financier américain étant basé sur de mauvaises règles économiques (planches à billets massives baissant fortement la valeur du dollar, usure, spéculation immorale), dont la plupart des pays dépendent par le pétrodollar, s'effondrera inexorablement en les entraînant avec lui, ce qui provoquera un chaos social presque planétaire bien plus grave que la crise de 1929 ou celle de 2008. Ainsi il est de notoriété publique que la capacité des États-Unis à poursuivre leur activité dépend essentiellement de leur capacité à importer des produits en échange de dollars (qu'ils peuvent donc simplement imprimer selon leurs besoins), si nécessaire en détruisant certains pays. En effet la raison pour laquelle ces dollars sans valeur sont toujours honorés repose sur le statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale, se réduisant rapidement de nos jours mais toujours important. Et le statut du dollar en tant que monnaie de réserve a à son tour beaucoup à voir avec le système des pétrodollars et le fait que les pays importateurs de pétrole du monde entier (à part actuellement certains comme la Russie, la Chine, l'Iran et le Venezuela) doivent obtenir ou emprunter des dollars afin d'acheter du pétrole, tandis que les pays exportateurs de pétrole doivent accepter des dollars comme paiement, même si cela se fait au détriment de leur économie. C'est pourquoi si le pétrodollar disparaît, le niveau de vie de l'Américain moyen sera divisé par dix. Des pays exportateurs de pétrole avaient auparavant tenté à trois reprises de cesser de vendre leur pétrole contre des dollars : l'Irak, la Libye et maintenant la Russie. Nous savons ce qui est arrivé à l'Irak et à la Libye : ils ont été bombardés jusqu'à annihilation. Mais une telle option n'est pas possible à l'égard de la Russie, lorsqu'elle annonce qu'elle s'éloigne du dollar à la fois comme monnaie de réserve et dans le commerce international pour s'orienter avec ses partenaires vers système de relations internationales hors de la zone ou du système dollar. À en juger par la façon dont la réunion de Genève a résonné dans toute l'Europe, les effets de ce changement se font déjà sentir. Nord Stream 2 est bientôt terminé. Comme elle l'avait promis, la Russie continuera à louer des capacités sur le gazoduc ukrainien, mais à un niveau qui ne permettra même pas de payer son entretien. Il est à noter que la partie de l'Ukraine russophobe n'a même pas été un sujet de discussion lors du sommet de Genève. Conformément à l'adage d'Oscar Wilde selon lequel « il n'y a qu'une seule chose dans la vie qui soit pire que de parler d'elle, c'est de ne pas en parler », cette situation a suscité de vives

inquiétudes à Kiev. La Pologne, archi-russophobe, qui était l'un des principaux opposants au gazoduc Nord Stream 2 au sein de l'UE, sera désormais obligée d'acheter du gaz naturel russe, dont indirectement à l'Allemagne via Nord Stream 2. Et la stupide petite Lituanie, toujours si désireuse de se débarrasser de tout ce qui est russe, devra désormais importer du gaz russe via l'Allemagne et la Pologne, en payant des frais de transit à chaque étape. La russophobie coûte cher : ceux qui s'y adonnent ne parviennent pas à obtenir la remise pour client fidèle. Les Européens de l'Est qui pensaient avoir un brillant avenir en jouant les chiens de poche russophobes de l'Oncle Sam ont tiré cette leçon d'eux-mêmes de la manière la plus dure et la plus douloureuse qui soit. En effet l'Amérique quitte de plus en plus l'Eurasie. Vous pouvez dire ce que vous voulez de Biden, mais je suis presque sûr qu'il est conscient de ce fait et qu'il est venu à Genève pour tenter d'obtenir un avantage en proposant de quitter volontairement l'Eurasie.

-usure préservant et développant malhonnêtement les inégalités entre pauvres et riches, puisque ne partageant pas la valeur ajoutée et l'argent étant aspiré dans un seul sens, il ne circule pas équitablement (en particulier sans la zakat) et la répartition des richesses ne se produit donc pas sous une possible forme d'oppression et de mise en esclavage indigne, surtout vu l'évidente dignité de prêter sans intérêt. En effet cela entraîne le monde vers une centralisation (concentration) des ressources, des richesses et des capitaux dans de rares monopoles qui pourront influencer fortement la politique puis imposer toute idéologie, et prêter étant par essence aussi pure et charitable que l'eau, si le prêt est conditionné avec des intérêts dans la forme d'une bonne action devenant mauvaise puisque dépourvue de gratuité charitable pour Dieu par un intérêt financier (profit personnel), c'est comme si l'eau était mélangée à du poison. Ainsi cela devrait plutôt s'appeler louer de l'argent sauf que l'argent ne se loue pas. Par conséquent il s'agit d'un sens mauvais devant bien s'appeler l'oppression, d'autant plus que plus grave que l'usure d'avant, car la richesse servant cette usure est désormais créée ex-nihilo (par de simples lignes de compte maintenant informatiques) tel un produit immatériel perversément inventé car corrompant énormément l'économie.

Régis Chamagne : « La raison d'être d'une monnaie-dette, ce sont les intérêts (pervers) de la dette, tandis que la raison d'être d'une monnaie libre, c'est l'être humain. »

En effet pour prendre le pouvoir sur le politique défendant normalement le bien commun, la chaîne d'usure du privé amène très nocivement à la dette, et donc à l'oppression, à l'esclavage, à l'appauvrissement et donc souvent au rabaissement moral du peuple surtout si impie vers l'alcool, le vol, la prostitution ou le suicide, et ainsi la guerre civile ou internationale comme le prouve notre époque :

(S30v37-39) « N'ont-ils pas vu qu'Allah dispense Ses dons ou les restreint à qui Il veut ? Il y a en cela des preuves pour des gens qui croient. Donne donc au proche parent son dû, ainsi qu'au pauvre, et au voyageur en détresse. Cela est meilleur pour ceux qui recherchent la face d'Allah (par Sa satisfaction), et ce sont eux qui réussissent. Tout ce que vous donnerez à usure pour augmenter vos biens au dépens des biens d'autrui ne les accroît pas auprès d'Allah, mais ce que vous donnez comme Zakat, tout en cherchant la Face d'Allah (par Sa satisfaction)... Ceux-là verront (leurs récompenses) multipliées. » (ExtS59v7) « afin que cela (le butin, l'économie) ne circule pas parmi les seuls riches d'entre vous »

(S2v276) « Allah anéantit l'intérêt usuraire et fait fructifier les aumônes. Et Allah n'aime pas le mécréant pécheur. »

(S2v278/279) « Ô les croyants ! Craignez Allah et renoncez au reliquat de l'intérêt

usuraires si vous êtes croyants. Et si vous ne le faites pas, alors recevez l'annonce d'une guerre de la part d'Allah et de Son Messager (signifiant pas de pardon divin ni de miséricorde du Prophète Mouhamed et vengeance divine pour ceux n'arrêtant pas ce péché et ne se repentant pas). Et si vous vous repentez, vous aurez vos capitaux. Vous ne lézerez personne, et vous ne serez point lésés. »

Il faut noter que jusque dans les années 70 en France, le prêt sans intérêt existait en liaison avec la croissance du pays (mais normalement par une partie de la zakat récoltée) et était accordé par les banques publiques aux projets personnels, commerciaux et entrepreneuriaux sérieux. Puis, très mystérieusement et probablement stupidement, cupidement ou sataniquement, le président Pompidou accepta gravement la proposition des banques privées de prêter à intérêts dont à l'Etat français :

Voir à ce sujet les vidéos sur youtube.com « Sheikh Imran Hosein - La dernière révélation (ultime verset révélé à l'humanité correspondant au précédent) - 23 novembre 2012 » à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=SWGswQvDyw4> et « Pierre-Yves Rougeyron : la loi du 3 janvier 1973 (coup d'Etat bancaire sous le président Pompidou ancien membre de la banque Rothschild comme le président Macron) » à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=unfPVVYgEuM>

-destruction honteuse d'innombrables denrées alimentaires ou de biens consommables pour garder l'équilibre des prix ou les faire fluctuer sur les marchés financiers.

-stérilisation de l'économie lorsque l'argent est thésaurisé dont particulièrement vers les paradis fiscaux par des évasions voire des émigrations fiscales facilitées (facilitant aussi le blanchiment d'argent comme les vendeurs d'art) et n'est donc pas soumis à l'impôt social islamique "zakat" de 2.5% par an, prouvant l'importance de cet impôt incitant à investir dans l'économie. Pour lutter contre les Paradis fiscaux une des premières mesures serait d'interdire toute transaction commerciale avec les trusts anonymes. Surtout que le capitalisme étant basé sur la consommation, lorsque des hommes comme Georges Soros gagnent jusqu'à 4 milliards par an qu'ils ne peuvent sérieusement pas dépenser au cours de l'année suivante, en les captant ainsi à l'économie réelle particulièrement donc par la bassesse de ne pas payer la zakat annuelle, puis en les plaçant encore plus basement dans d'ignobles spéculations à des fins perverses politiques puisque souvent au détriment de la stabilité économique de pays par lesquels il s'est souvent enrichi, cette stérilisation nocive devient évidente. En effet 97 % des investissements des très riches ne sont pas utilisés dans l'économie réelle mais dans la spéculation n'enrichissant donc qu'eux mêmes au détriment du reste de la population. Par conséquent le système moderne court un grand risque d'implosion ou d'explosion, en particulier car cette boulimie de richesse est synonyme d'énormes problèmes sociaux puisque 40 % de la population mondiale essaient de survivre avec 2 euros par jour. Surtout que de plus en plus d'acteurs parient sur des faillites de sociétés en prenant plusieurs assurances financières lors d'investissements pour elles sous forme de CDS (Credit default swap). Or des traitements pour lutter contre tous ces dangers existent : placer l'homme au centre de l'économie, certification de l'utilité des produits financiers, séparation des banques de dépôts et d'investissement (ce qui les exposerait tout de même à l'oppression spéculative), reprendre le pouvoir de la création monétaire pour se protéger du joug de la dette encore pire que l'abomination de l'usure selon Jésus (paix sur lui) et Mouhamed (SBDSL) car parvenant à créer des intérêts sans argent au départ, création d'une Banque nationale, régulation des fonds spéculatifs, correction des rémunérations surdimensionnées, forte réduction de l'endettement des banques systémiques, introduction d'une micro-taxe sur tous les paiements électroniques (différent de la taxe Tobin),

0.5% suffirait à supprimer les impôts et les taxes), révision de l'enseignement de l'économie et de la finance : (voir vidéo « La crise permanente - Marc Chesney » à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=jK3A5wat6Bk>)

Dans la Bible Mathieu 21, Jésus expulse les marchands du temple car ils manipulaient la monnaie. Les changeurs opéraient l'échange des monnaies étrangères contre celle du pays, en particulier contre les drachmes avec lesquelles il fallait payer le tribut du temple. Le bruit qui se faisait dans cette enceinte, les fraudes et les délits qui s'y commettaient dont la prostitution, profanaient le saint lieu et troublaient la dévotion des fidèles.

Commentaire : Jésus fut donc un noble mouvement généreux et de générosité chassant les marchands du temple, c'est à dire le matérialisme, l'usure, la cupidité et la corruption en général ; en particulier chez ceux prétendant représenter Dieu. C'est pourquoi dans la langue arabe le base du mot « généreux » (karim) peut être utilisée en tant que noble (akram). Voir Vidéo « Victoria Grant, canadienne de 12 ans, nous explique l'escroquerie bancaire de l'argent-dette » à l'adresse : https://www.youtube.com/watch?time_continue=100&v=Wkv9ZYfk7fs

-banques privées trop influentes endettant, et contrôlant ainsi dangereusement des pays aussi par des privatisations diminuant la qualité parfois même de secteurs indispensablement publics comme le secteur hospitalier, puisque voulant souvent satisfaire des intérêts particuliers d'actionnaires cupides divergeant par essence du bien commun, c'est à dire en cherchant à inconséquemment tout privatiser ou à amener du chaos pour la richesse et le pouvoir de quelques uns, comme l'ont sous-entendu Franklin Delano Roosevelt, président des États-Unis de mars 1933 à avril 1945 : « Je crois sincèrement que les établissements bancaires sont plus dangereux que des armées de métier », et le célèbre industriel Henry Ford : « Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin. » Rappelons que tant qu'elles ne seront pas remplacées par une banque nationale simplement de dépôts, les grandes banques privées prennent de plus en plus en otage les peuples par leur utilité au système économique devenant progressivement essentielle, mais surtout par leurs risques indécents de faillites suite à des spéculations avides dont les erreurs sont assurées par les contribuables.

Or les gouvernements et les ministres du pouvoir occidental actuel n'ont cessé de satisfaire l'appétit insatiable de la Banque et de la Bourse, c'est-à-dire les puissances de l'argent, en cherchant réellement à tout privatiser. Ils sont devenus des esclaves de ces ordres supérieurs. Ils sont entre le chien du capital et l'os du peuple, et c'est pour cette raison qu'ils ne peuvent que mentir ou trahir. Il y a bien un pacte de corruption entre les puissances de l'argent et le système politico-médiatique.

-illicite monnaie papier car trop imprimée, puisque n'ayant pas de valeur intrinsèque, devant normalement être basée sur l'or et ne représentant pas honnêtement les richesses réelles du pays. Ce qui sera probablement encore plus le cas pour la future monnaie électronique qui verra le jour en facilitant la soumission des états aux banques et aux multinationales oligarchiques sous une forme d'hypnose suivant les idéologies globalistes, puis mondialistes. Or il est possible que cela permette à la technologie blockchain et aux cryptomonnaies privées voire populaires de se développer et donc à l'humanité de pouvoir changer de paradigme en bien. Car comme tout outil (que sont d'ailleurs l'environnement et l'argent), il est certain que la blockchain et la cryptomonnaie peuvent être utilisées sagement ou perversement. D'ailleurs cela semble prouver par la probable utilisation occidentale voire mondiale en mal de la blockchain à travers le pass sanitaire. Or le QR code présent dans le dispositif européen

pourrait seulement être infalsifiable, car il est sécurisé par une signature numérique. En effet en cryptographie, on peut signer et vérifier un document pour permettre de garantir qu'une personne ou un organisme l'a créé et que personne ne l'a modifié. C'est à dire que l'organisme possède une clé numérique secrète pour le signer, et qu'ensuite une autre clé publique accessible à tous permet de vérifier la signature. C'est pourquoi le QR code européen utilise ce mécanisme, car personne ne peut créer un QR code conforme sans avoir la clé secrète de signature et ensuite n'importe qui peut vérifier en utilisant la clé de vérification.

Le possible nouveau paradigme populaire pour le bien commun à venir basé sur cette évolution de la technologie devra donc créer un système de protection dont par la transparence de la blockchain qui veillera à ce que n'arrivent jamais au pouvoir des personnes liés à de particuliers intérêts commerciaux avec des multinationales ou de grosses banques spéculatives. En effet la blockchain peut correspondre à la principale purification de l'économie dont par une monnaie limitée, la corruption impossible par des valises de billets intraçables, toute transaction enregistrée même vers les paradis fiscaux, un système électoral infalsifiable (puisque chacun pourra consulter son vote et compter les votes affichés seulement avec des codes de numéros représentant chaque électeur) et donc un commerce (marché) clairement libre et équitable. Cependant cela se fera au détriment d'une surveillance augmentée mais pas tant que ça, puisque nos revenus par l'impôt et nos achats sur internet et avec une carte bleue peuvent être déjà utilisés par le Big Data (sauf que l'identité de chaque personne derrière de long codes dans la blockchain ne seront consultables qu'en cas de nécessité pour la justice).

Or il n'est pas interdit que des hommes soient ultra riches (dont en centralisant les ressources à travers des énormes sociétés) si ils payent annuellement comme tous les autres citoyens un impôt zakat de 2.5% sur leur argent thésaurisé au dessus de 3000 euros. Surtout que cet impôt zakat est en réalité le seul impôt valable et peut largement financer les dépenses publiques dont du revenu universel pour les pauvres en particulier donc par une blockchain automatisant tout : Dieu établira l'Eden terrestre complété d'une façon ou d'une autre...

Concernant les monnaies électroniques indépendantes comme le bitcoin, par le pieux commerce licite, elles semblent donc d'abord pouvoir redonner le pouvoir au honnêtes gens, car encore un fois l'argent est avant tout un outil, un moyen ou/et une énergie, un flux pour agir en bien ou en mal. Or comme l'argent ne peut pas tout acheter, il ne doit pas être un but. En effet il faut l'utiliser pour l'épanouissement personnel et collectif, c'est à dire en écrivant noblement l'Histoire face à la crise systémique du capitalisme financier ayant promotionné des lubies afin de faire de l'être humain un simple consommateur à la recherche de l'assouvissement de ses pulsions égotiques. Ce qui crée finalement des êtres frustrés car correspondant à la volonté de remplir un seau troué (puisque les plaisirs matériels et physique ne peuvent être satisfaits qu'aux Paradis) tel un vide existentiel synonyme de souffrance et compensé par des cachets ou autre drogues, alors que c'est par la renforçante fraternité heureuse que l'on en guérit :

(S61v4) « Allah aime ceux qui combattent dans Son chemin (pour Ses voies du bien) en rang serré pareils à un édifice (aux murs) renforcé. »

Cependant même une cryptomonnaie privée comme le bitcoin peut aussi malheureusement attirer vers sa nouvelle technologie les grands acteurs pervers du dollar. En effet les Rothschild se mettent à créer leur propre cryptomonnaie voire achètent beaucoup de Bitcoin pour juguler (influencer) cette monnaie, et la banque Goldman Sachs rachète des compagnies stratégiques détenant de nombreux bitcoin pour juguler aussi cette monnaie. Il faut que les peuples prennent des mesures dans ce sens, ce que les cryptomonnaies type « Zyncoin », « Sestrel » et « June

» pourraient réaliser : Voir vidéo : Chaos économique et revenu universel, ou monnaie libre ? - Poléco n°292 avec Benoit Lavenier – TVL à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=k1nHbBmJseE>

Surtout qu'il serait nettement préférable que ces nouvelles technologies que sont la blockchain et la cryptomonnaie permettant certainement de redonner en douceur le pouvoir aux peuples et aux petites et moyennes entreprises, remplacent un éventuel triomphe d'une future révolution populaire violente... Et ce qui est très intéressant, c'est que si un jour cette honnête nouvelle monnaie du peuple devait être détournée du bien commun, il suffirait d'en créer une autre et de réinviter les honnêtes gens à l'utiliser. Ca paraît simple comme ça et pourtant ça pourrait bien être ce qui bloque voire efface le plus les oppresseurs.

Une compétition entre les cryptomonnaies privées spéculatives (qui ne seront jamais des stable coin car cela sera sûrement réservés aux états et probablement souvent sionistes mais pas toutes) et nationales pourrait donc avoir lieu concernant leur utilité, leur valeur et leur efficacité tout simplement par rapport à leur nombre et type d'utilisateurs, comme par rapport au covid une concurrence a lieu actuellement entre les vaccins publiques (provenant par exemple des Etats russes et chinois) et les vaccins occidentaux (provenant de laboratoires privés).

Surtout que même si il y a des risques pour les petits porteurs de se faire manger par de gros porteurs pervers pouvant influencer le cours de certains actifs, il existe aussi la possibilité comme on l'a vu dans l'affaire « GameStop », que pleins de petits poissons (porteurs) ensemble peuvent faire trembler le grand requin (union des rares grands porteurs pervers).

Concernant la cryptomonnaie, elle est valable car l'or et l'argent était parfois remplacé par des dattes du temps du prophète (SBDSL) pour servir de monnaie, et ainsi plus les échanges avec une monnaie sont importants, plus la confiance est grande et plus son prix est logiquement élevé, surtout que la création de valeur échappe à la logique de banque centrale.

C'est pour ça que si une cryptomonnaie était créée par des régions honnêtes et monothéistes en l'adossant au cours de l'or ou/et qu'elle récupérerait le plus d'utilisateurs pour se renforcer tout en restant dans une relation juste avec la monnaie numérique nationale d'un pays ou plusieurs pays, elle améliorerait ces nations en prouvant qu'en islam le peuple est le début du pouvoir avant le Calife. D'autant plus que plus il y aura de particuliers et d'entreprises qui utiliseront une cryptomonnaie plus il sera difficile de la manipuler à la hausse comme à la baisse surtout que son nombre est limitée.

Idéalement, la quantité de monnaie en circulation dans un pays devrait représenter la somme de toutes ses ressources de valeur en étant donc limitée comme une cryptomonnaie : la force de travail de la population, les infrastructures, la technologie, les terres cultivables, le tourisme, les brevets, les réserves de métaux précieux (auxquelles cette monnaie pourrait donc être adossée dont avant tout l'or) . A ce sujet voir vidéo : « De la nécessité de repenser la monnaie avec Valérie Bugault » à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=zUXMsLWwCjg> , et lire article « Mais où est le loup ? » à l'adresse suivante <https://www.levilainpetitcanard.be/mais-ou-est-le-loup/>

Après la première guerre mondiale en Allemagne, la seule solution consiste, dès l'automne 1923, à refonder la monnaie sur la richesse véritable. C'est ce qu'on appelle le Rentenmark. Une monnaie qui ne serait plus en elle-même garante du pouvoir d'achat, mais qui représenterait la vraie richesse, les usines, les champs, les banques allemandes, gagés sur le pouvoir de l'Allemagne, cette extraordinaires machine à créer de la richesse. Cette histoire nous rappelle donc que les limites à la création monétaires sont doubles : elle dépendent des

autres, usagers de la monnaie, à l'intérieur du pays et à l'extérieur, mais elles dépendent aussi de la capacité à toujours relier la monnaie, le signe monétaire, à la richesse véritable, à la richesse qu'on appelle parfois réelle. » Ce qui dit cet universitaire à propos de l'Allemagne de 1923 résonne à nos oreilles de petits Français de 2021, en ce sens que le covidisme, cette agression mondialiste programmée contre les peuples, leurs économies et leurs richesses (il s'agit d'un vulgaire braquage universel, total, sur toutes les richesses du monde), a l'effet d'une guerre atomique en termes de destruction de valeur.

Pour résumer, la politique de madame Lagarde a quatre conséquences :

-elle accélère les hausses de prix et la baisse de pouvoir d'achat en Europe ;

-elle entretient l'exubérance folle sur les marchés financiers ;

-elle crée des tensions fortes en Allemagne ;

-elle accentue les risques pour la stabilité financière dans le monde. La reconstruction après la destruction, c'est évidemment l'objectif des puissances mondialistes (Big Pharma, Big Tech, Big Bank, c'est-à-dire ces fonds de pension qui sont déjà plus puissants que des États).

Actuellement, la BCE, faisant croire aux peuples européens qu'elle soutient l'activité, est au contraire en train de détruire la production (sous le prétexte de l'écologie) et le pouvoir d'achat (là, sous aucun prétexte). En 2008, ce sont principalement les banques qui avaient été sauvées par le plan Sarkozy ; en 2021, les centaines de milliards injectés dans l'économie et reliés à aucune activité réelle (bien au contraire), vont faire l'effet d'une bombe. Déjà, on l'a vu, tout le monde peut le voir, les prix grimpent. Certes, on ne va pas aller acheter sa baguette avec une brouette de billets, et d'ailleurs, les billets vont disparaître progressivement d'ici deux ans, comme ça tout le monde sera tracé, par sa carte bleue, mais aussi son mobile et son pass sanitaire. Avec le passeport numérique, l'Union européenne montre son vrai visage, pour le coup soviétique, et le mauvais côté du soviétisme, celui de la surveillance et de la répression acharnées, pas celui du soutien social.

Valérie Bugault propose aussi de diviser la société en groupe d'intérêts bien compris pour retrouver de la politique authentique face au monopole du groupe de la haute finance mondialisée et aller au-delà du clivage entre libéralisme et communisme empêchant toute discussion, afin d'associer au peuple ces groupes d'intérêts dans une forme proche des grands électeurs américains lors de l'élection présidentielle française.

La monnaie incarnant une énergie intelligemment utilisée puisque normalement synonyme de valeur de biens, de déplacement ou de travail, et donc de valeur intrinsèque, représente la vie car elle est un échange similaire à l'interaction entre l'oxygène des arbres et le dioxyde de carbone des hommes. La monnaie incarne aussi les actions de donner, recevoir et rendre. Or de nos jours l'argent est créé ex-nihilo pour la première fois dans l'histoire de l'humanité (depuis la fin des accords Bretton Woods et surtout suite à la création de l'Euro) sur de la richesse future (travail, entreprise, vente, promesse de remboursement avec intérêt) qui de plus en plus ne se réalise pas. Ces accords de Bretton Woods ont donné un avantage déloyal en faveur des États-Unis bien que pendant un certain temps le fond économique international régula assez correctement ce système basé sur l'or, puisque les monnaies étaient indexées sur le dollar avant qu'elles soient échangeables contre de l'or, ce qui permettait aux USA de dévaluer leur dollar pour être toujours plus compétitifs. Or suite à différents facteurs ayant affaibli leur économie, les États-Unis finirent par en sortir unilatéralement encore plus favorablement, car le dollar n'était plus échangeable contre de l'or. Cette sortie des accords de Bretton Woods a été un des principaux piliers du mondialisme puisque cela signifiait l'apparition d'une grave dérégulation financière, de la planche à billets à outrance et surtout de la marchandisation des

monnaies nationales suite à la fin de leur taux de change (valeur) fixe. En effet la marchandisation des monnaies amena la possibilité d'affaiblir voire prendre le contrôle de pays par d'autres nations voire des institutions privées, et même de gagner de l'argent en pariant contre leur dévaluation comme lorsque le hedge fund de Soros a gagné 1 milliard de livres sterling en pariant sur la dévaluation de la devise anglaise et sa sortie du mécanisme de change européen. De plus les intérêts ne correspondant à aucune énergie humaine ni donc valeur mais à de la dette montant vite, pour freiner l'augmentation inexorable de cette dette et par conséquent l'inflation et l'arrivée du chaos, cela amène à la mise en esclavage des peuples à travers le mondialisme, la stagnation ou la baisse des salaires, l'immigration de masse, la paupérisation des classes moyennes, l'augmentation des prix, et le chômage. A ce sujet écouter l'émission « Pourquoi tant de haine ? #26 – Comprendre la monnaie : de simple moyen d'échange à outil de domination » à l'adresse : https://www.youtube.com/watch?v=dhxxNtibVtM&feature=emb_title

Or l'argent est malheureusement l'actuel principal carburant du monde, il n'a ni odeur ni valeur humaines. C'est une relation sociale aliénatoire incontrôlable qui a vampirisé le monde et le dévore... C'est ce que beaucoup appelle le triomphe de Satan ! Selon Jésus, on ne peut servir en même temps deux maîtres : Dieu et Mammon (le culte idolâtre et donc diabolique de l'argent, des biens et du matérialisme : l'avoir avant l'être). Dans les pays corrompus et christicides qui sont les nôtres, donc dans nos démoncraties, le Beau, le Vrai, le Juste, le Bien ne sont pas des Vertus mais des handicaps. Dans ces pays la sainte trinité c'est Belzebuth, Mamon, Asmodée : l'Injustice, l'Argent, et la Luxure. Or le plus important pour ces derniers, c'est Mamon car c'est lui qui finance les deux autres : la tyrannie et la débauche. Mais lorsque nos élites satanisées constateront que le résultat final de leur politique, c'est la chute inexorable de leurs recettes fiscales, ils brûleront ce qu'ils ont adoré. Cependant ce n'est donc pas l'outil « argent » qui pose problème mais ses modalités, décidées par des hommes peu scrupuleux... Et tout cela rend schizophrène car on est forcé de subsister avec le système du mauvais maître tout en vivant pour le vrai et en tendant donc vers une grande sagesse pieuse particulièrement subtile à notre époque, et donc profonde, et donc intelligente, et donc méritante. Or ne pouvant désormais plus vivre seulement d'amour et d'eau fraîche en ascète selon l'ultime révélation qu'est l'islam car envoyé à l'humanité et étant donc avant tout social, on doit souvent se résoudre au salariat (car la liberté et surtout la possibilité d'entreprendre deviennent très difficiles avec les faveurs accordées aux multinationales d'autant plus par rapport à cette crise sanitaire du covid) et on se retrouve ainsi avec des pays entiers, dénaturés, composés d'individus aliénés au Marché, travaillant fréquemment par obligation vitale pour les marchands du Temple. Or beaucoup s'y résolvant sans foi ou piété, ils ne courent plus qu'après l'argent, et oublient tout le reste. Voilà la tentation de l'égarement (capitaliste) dans lequel nous nous trouvons.

Ainsi il devient donc bien important qu'une monnaie électronique honnête se répande sans usure et en étant adossée au cours de l'or même s'il s'agit de millièmes de centimes pour un once, surtout qu'étant donné le nombre d'humains et d'échanges sur terre, l'or ne peut logiquement plus servir dans des transactions manuelles, sauf entre Etats car c'est évidemment prioritaire puisque ces monnaies sont indiquées dans le Coran. Ainsi une monnaie électronique honnête pourrait devenir tel de l'or numérique (digital), c'est à dire telle une valeur refuge (d'épargne, pour l'instant synonyme de réserve de valeur mais devenant progressivement un moyen d'échange, autre sens possible de la monnaie avec l'unité de compte) de laquelle pourra être dérivé plus tard un « stablecoin (adossé à la valeur de l'or) » (monnaie plus stable évitant

la spéculation et donc les dépréciation ou augmentations trop fortes), afin donc de purifier l'économie par une valeur intrinsèque, en particulier car les unités de ce type de monnaie sont limitées et empêchent donc très précieusement le grave danger de la planche à billet, l'inflation et l'oppression de la centralisation monétaire. C'est pourquoi le Bitcoin n'est pas une valeur refuge, et comme ce n'est pas non plus une monnaie puisqu'il n'a pas de valeur stable et n'est donc pas valable pour commercer, cela signifie qu'il est un actif spéculatif appartenant à une bulle qui éclatera tôt ou tard pour purifier les dérives déjà liées à ces nouvelles technologies que sont la cryptomonnaie et la blockchain.

Dans l'histoire de la monnaie, la monnaie n'a été nationale que depuis une courte période. Avant on utilisait de l'or et ce n'était pas spécialement national, car on en trouvait un peu partout. On ne pouvait pas émettre ou créer de l'or. On a donc perdu cette caractéristique principale et fondamentale, à savoir la rareté de la monnaie. La moitié des dollars en circulation en 2021 n'existaient pas en 2020, alors qu'il n'y a clairement pas eu un doublement de la valeur créé par la planète en un an, ce qui prouve la grande perte de valeur du dollar.

Or les pays peuvent revenir à une monnaie nationale plus stable pourquoi pas en créant leurs propres stablecoin numériques liés à des blockchain, si nécessaire en interdisant les stablecoins privés car la cryptomonnaie spéculative honnête sert d'abord à remplacer l'actionnariat prédateur en purifiant le développement d'un pays et en préservant sa souveraineté (autant que le droit intellectuel ou de propriété d'un inventeur ou d'un entrepreneur) face donc à la haute finance privée.

D'autant plus qu'un stablecoin privé permet la perversité de la thésaurisation et que les autres cryptomonnaies spéculatives amènent à ne pas avoir à payer la zakat à moins que son cours se stabilise sur un an car c'est considéré comme un investissement en cours. Or il sera probablement aussi possible de payer une zakat basée sur la moyenne annuelle d'une crypto spéculative privée validée par un état lorsque le cours est haut lors de la prise de zakat ou à un prix inférieur si c'est le prix lors de prise de zakat. Ainsi cela permettra au peuple comme la plupart du temps à travers l'Histoire de donner une allégeance annuelle à l'Etat pour qu'il puisse réaliser ses fonctions régaliennes de base dont de protection militaire et d'aide au pauvres.

Il faut noter qu'il n'est pas sage de trader une cryptomonnaie portant un noble projet sur plusieurs années, puisque cela amène à avoir une volonté fréquente de baisse du prix et ainsi de non réussite du projet pour se faire de l'argent dans l'immédiat, à l'image des algorithmes cupides du trading à haute fréquence par essence donc déshumanisé, surtout que ne conservant souvent des actions que des micro secondes à la différence du succès des pieuses entreprises commerciales humaines prenant généralement des années.

Or si les cryptomonnaies « stable coin » du privé étaient interdits au niveau international, il se pourrait qu'il n'y ait pas de nécessité à faire des monnaies nationales (stable) numériques dont pour préserver le cash si nécessaire, puisque les autres cryptomonnaies incarnent généralement des projets privés (possiblement parfois en même temps d'intérêt général) ou simplement de la spéculation. Surtout que la suppression des stablecoins favoriserait les cryptomonnaies spéculatives en récupérant probablement leurs investisseurs et donc en favorisant le développement de nobles projets et donc des pays du monde. Cela serait comparable à un écosystème stable surtout grâce à une technologie plus essentielle que la cryptomonnaie pour un noble changement qu'est la blockchain ayant de multiples applications et pouvant donc purifier les banques de leur très grave oppression particulièrement prouvée lors de la crise financière de 2008, en les faisant être le lien d'échange entre les monnaies nationales et les cryptomonnaies spéculatives surtout celles basées sur de bon projet.

Mais il semble de plus en plus clair que des monnaies fiat (nationales, stable coin étatique non numérique) vont devenir numériques dont l'Euro (en demandant donc la suppression des stablecoin privés, ce qui paraît logique pour préserver la stabilité économique et politique) et seront liés à une blockchain centralisée. Or si ces blockchains centralisées deviennent une oppression dont en s'écartant de l'éthique monothéiste, les populations les éviteront au maximum à part payer un service public ou un impôt, c'est à dire en préférant placés une partie de leurs avoirs sur des blockchains décentralisées éthiques voire monothéistes pour plus de liberté et de dignité. Ainsi suite au communisme n'ayant pas réussi et au capitalisme en train de s'effondrer, une troisième voie est désormais possible avec la blockchain, la cryptomonnaie sans usure et les technologies modernes pour obtenir la subsistance de manière plus éthique. La troisième voie est aussi celle de la mesure, de l'exactitude, de la vérité, de la justice, de l'esthétique, du bien, du pur, du noble, du vrai, et du monothéisme authentique. C'est à dire que ce nouveau monde incarnera un nouveau modèle plus en adéquation voire une excellente essence liée avec la vie en société, avec la transmission des valeurs, et avec notre environnement naturel.

Blockchain : Il s'agit du réseau internet 3.0 enregistrant précieusement et mondialement toute opération ou savoir de manière sécurisée, anonyme, décentralisée, infalsifiable et transparente, et permettant de créer, garder et transmettre de la valeur financière sans les banques et plus seulement de l'information, et pouvant donc créer un monde alternatif hors de contrôle des puissants lobby nocifs et des malhonnêtetés politiques, bancaires ou administratives, synonymes de corruption et d'oppression massives. En effet une honnête blockchain populaire contre le système corrompu correspondrait à une grande ronde autour de la forêt amazonienne pour empêcher sa destruction, et donc à une seule âme et un seul corps nobles aimés de Dieu qu'est d'ailleurs l'origine et la réalité de l'humanité provenant d'Adam :

Selon An-Nomân Ibn Bashir (SDP), le Messenger de Dieu (SBDSL) a dit : « L'image des croyants (ou des frères en humanité contre l'oppression) dans l'amour, la miséricorde et l'affection qu'ils se portent, est comparable à celle d'un même corps : lorsqu'un membre se plaint de quelque douleur, c'est l'ensemble du corps qui en pâtit par l'insomnie et la fièvre. » (Boukhari et Mouslim)

Voir vidéo « QU'EST-CE QUE LA BLOCKCHAIN WETHIO ? » à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=A7gSXVPQuY>

-centralisation (concentration) de l'économie par les multinationales, centralisation (concentration) de la finance par les grandes banques d'investissement (dont Goldman Sachs) et centralisation (concentration) de la création monétaire par les banques centrales étant le système chéri de la ploutocratie actuelle qui n'hésitera pas perversément à continuer cette course folle jusqu'à provoquer des guerres civiles comme en Grèce et au Liban pour préserver ses privilèges égoïstes. La centralisation du système sera donc toujours le problème du capitalisme par son oppression, ses combines et son chantage.

Alors il est désormais évident que la décentralisation par la blockchain, par les cryptomonnaies d'investissement populaire, et par la création de la subsistance de base dans un retour au village est bien la solution pour adapter la technologie moderne jusque dans le monde rural devant le faciliter et pour que les peuples ne reçoivent plus seulement les miettes de cette ploutocratie. C'est pourquoi il faut amplifier la lutte pour obliger cette ploutocratie à s'orienter vers cet Éden terrestre complété dont à travers ce possible nouveau paradigme populaire pour le bien commun utilisant très noblement ces nouvelles technologies que sont la blockchain et la cryptomonnaie.

Surtout que la monnaie est d'abord une affaire de confiance en particulier si elle est cryptée et liée à une blockchain, et que la valeur intrinsèque des cryptomonnaies étant basée sur l'achat et les transactions y étant liés prouve leur pureté, d'autant plus que par rapport à la folle planche à billet la création de coins d'une cryptomonnaie est limitée et souvent liée à de la création de richesses. Ainsi cela pourrait rééquilibrer financièrement tous les continents et par conséquent résoudre le problème de l'immigration de masse devenant dangereux pour les pays la recevant comme pour ceux à son origine. D'ailleurs comme la monnaie, le système économique d'argent dette est basé sur la confiance, alors tout peut être annulé à tout moment ou remboursé assez rapidement par un gouvernement protectionniste. Surtout qu'un système financier basé sur des cryptomonnaie et des blockchains peut générer des profits pendant un temps long (le dernier bitcoin sera miné en 2140) par l'augmentation de sa création monétaire jusqu'à un grand niveau limité.

Ainsi la cryptomonnaie portant déjà dans son nom une justice économique par son impossibilité d'être malhonnêtement dupliquer et la blockchain étant d'une transparence absolue, cela semble d'autant plus correspondre à un divin ennoblissement forcé de l'humanité jusqu'à la sainteté économique, mais qui ne sera légitimement validée qu'à ceux ayant le cœur pieux, comme aujourd'hui la piété n'est validée qu'à ceux n'agréant pas le système corrompu actuel malgré l'obligation de l'utiliser.

En effet la blockchain est un outil probablement prophétique puisque pouvant certainement guérir les maladies économiques (grandes crises financières internationales) de notre époque (comme la fission nucléaire a arrêté les guerres mondiales), car son protocole la décentralise en la rendant donc incontrôlable par le système économique corrompu. C'est à dire qu'elle n'appartient à personne ou plutôt elle appartient à tout le monde, puisque toute information et mouvement sont enregistrés partout dans le réseau. Ceci induisant que ce probable ultime système de l'humanité correspond certainement à un des sens supplémentaires du noble plan divin, car comme le bombe atomique est apparue juste au moment de la fin de la deuxième guerre mondiale pour préserver dans une forme d'équilibre par la terreur la planète de grandes guerres militaires mondiales trop destructrices de civilisation, l'apparition de la cryptomonnaie liée à la blockchain apparue juste après la crise financière mondiale de 2008 était inévitable pour préserver la planète des grandes crises financières mondiales trop destructrices de civilisation.

Ainsi on apprend à imaginer de manière illimitée ce que le monde pourrait le plus honorablement être à travers cette pureté de la blockchain et des cryptomonnaies. Une des applications est par exemple la traçabilité (transparence précise) des dépenses d'une société d'assurance qui rassurerait ses assurés et faciliterait sa fonction en particulier quand elle sera liée à diverses sociétés comme des aéroports pour rembourser rapidement des billets.

Ainsi pour conserver une stabilité et représenter honnêtement leur économie, les états devraient quand même se servir d'une cryptomonnaie dans une blockchain en indexant sa valeur sur leur or, puisque l'or est logiquement la référence principale de valeur monétaire dans le Coran, car cela préserve ces nations de l'immense danger qu'est la planche à billets incontrôlée. En effet en émettant de manière presque illimitée de l'argent ex-nihilo, cela diminue toujours plus la valeur de la monnaie produite (hyperinflation), et donc provoque un appauvrissement général de la société, et donc apporte des risques de guerres civiles ou internationales, comme ce fut le cas en Allemagne entre les deux guerres mondiales.

Or il faut se méfier que le système bancaire occidental ne parvienne pas à créer à une monnaie électronique unique centralisée et donc dominatrice ultimement, car un des principaux aspects

d'un Etat qu'est la création monétaire, pourrait rendre les nations obsolètes comme l'euro et l'union européenne tendent à le faire, surtout puisque étant une monnaie sans frontière qui ne peut être saisie. Il s'agirait là d'une des possibles faces du messianisme juif erroné cherchant la gouvernance globale, car l'atlanto-sionisme militaire pour le grand Israël par le chaos semble cacher ou transférer son projet sioniste à la domination économique de l'euro-mondialisme liant le public (nations) et le privé (multinationales, grands fonds d'investissement et grosses banques).

Lire à ce sujet l'article « La gouvernance mondiale du Partenariat Public-Privé Global (GPPP) et le Great Reset » à l'adresse <https://strategika.fr/2021/11/05/la-gouvernance-mondiale-du-partenariat-public-privé-global-gppp-et-le-great-reset/>

Cependant des monnaies populaires honnêtes peuvent donc combattre et finir par empêcher cette future oppression sioniste, surtout que l'Occident en tant que système rodé d'intérêts communs basé sur les institutions euro-atlantiques semble être sur le point de disparaître comme le prouve les décisions unilatérales de l'armée américaine, l'essoufflement de l'OTAN et l'Anglo-Saxons pacte trilatéral entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie basé sur une nouvelle alliance militaro-technologique dans l'océan Pacifique et qui a été préparé par les dans le dos de tous les autres.

Ainsi la création monétaire devrait être effectuée seulement en fonction de la réalité du nombre d'échange et en l'adossant à l'or, les banques ne devraient pas être des centres de profits privés mais un service public de dépôt, et les entreprises et les Etats devraient se satisfaire d'équilibrer leur compte.

De plus lorsqu'une banque détient l'équivalent de cette somme physiquement lors de son octroi, le remboursement du capital d'un crédit ne pose pas de problème. Mais qu'en est-il des intérêts ? Ces derniers n'ont fait l'objet d'aucune création monétaire équivalente de la part de la banque. Leur paiement implique forcément l'accroissement de la masse monétaire par l'endettement d'autres acteurs économiques. On comprend aisément que, de la sorte, le problème n'est que repoussé car l'équation globale, au niveau macroéconomique, n'est jamais résolue. L'argent nécessaire au remboursement des emprunts, capital plus intérêts, sera toujours supérieur à la monnaie disponible pour le faire. Ce point est crucial car il explique que dans le néolibéralisme répandu de nos jours, le déséquilibre intrinsèque au concept d'argent-dette s'apparente à une gigantesque cavalerie folle et nocive : les emprunts contractés appellent obligatoirement d'autres emprunts pour pouvoir être remboursés. L'endettement global de l'économie n'a donc pas vocation à être résorbé, bien au contraire, son expansion sans limite est le gage de sa survie. Dans un tel système, tous les experts qui prétendent que la priorité doit être le désendettement sont, soit des incompetents, soit des menteurs.

Théoriquement il est censé exister des garde-fous à la logique de l'argent-dette, nous allons voir cependant que ceux-ci sont largement inopérants. Les emprunts sont classés selon leur profil de risque auquel on attribue un coefficient de pondération, ce qui permet par exemple aux prêts non performants, c'est-à-dire ceux pour lesquels les chances de remboursement sont faibles, d'avoir, à proportion égale, un poids plus important dans le calcul des encours. À l'inverse, les prêts dits performants ne représentent presque rien. On le devine, en introduisant de la subjectivité, on ouvre la porte aux abus. Cela est d'autant plus vrai que le régulateur permet aux grandes banques d'utiliser leur propre modèle de calcul de risque. Le conflit d'intérêts est évident, les banques sont financièrement incitées à minimiser voire à nier le niveau de risque des encours. En outre, la complexité des calculs et le volume considérable d'informations à récolter, fait qu'il est très difficile de contrôler et de mettre en doute la parole

des banques. Et pour que le tableau soit complet, un entre-soi très malsain existe entre les directions des grandes banques et les principaux services de l'État comme le Trésor, l'Inspection des finances et les organes de contrôle et de régulation. En effet les allers-retours de ce personnel hautement qualifié entre le public et le privé sont la norme. Si le cadre juridique de la création monétaire existe, son application n'est pas assez stricte et laisse trop de place à l'interprétation et à la connivence pour qu'il soit réellement efficace. Dès lors, ne reste qu'une possible autorégulation. Qu'en est-il réellement ? Pour les économistes néolibéraux, l'absence de contrainte efficace par la loi n'est pas un problème car le marché est censé in fine s'auto-réguler. La concurrence opère une sélection naturelle : les banques mal gérées sont appelées à disparaître. Ainsi la peur de la faillite doit amener les cadres dirigeants à faire preuve de mesure dans l'octroi de crédit, et les actionnaires à favoriser le renforcement des fonds propres aux dividendes. Or en France nous sommes face à un cartel de quatre acteurs principaux qui se partagent plus de 90 % du marché. Chacune de ces banques représente un risque systémique et les répercussions d'une faillite seraient apocalyptiques pour l'économie française. C'est pourquoi elles bénéficient toujours du secours financier des États et des banques centrales lorsque les choses se gâtent.

Politique d'assouplissement quantitatif (quantitative easing), structure de défaisance, fond commun de créances etc..., tous ces termes, volontairement abscons, sont en réalité les outils utilisés par les gouvernements et les banques centrales pour racheter les créances douteuses des banques privées afin d'assainir leur bilan et leur permettre de repartir à zéro ou presque. Le scandale du Crédit Lyonnais (LCL), de Dexia, la crise des subprimes de 2008 puis la crise grecque de 2011 et celle de 2020 l'ont très largement prouvé.

Que ce soit par la loi ou par le marché, on le voit bien, le risque d'aléa moral des dirigeants et actionnaires des banques, c'est-à-dire la maximisation de leur intérêt individuel au détriment de la collectivité, n'est absolument pas maîtrisé.

Ces crises capitalistiques sont même très probablement provoquées avec la même méthode : on harponne, on laisse grossir et quand c'est plein on crève l'abcès (bulle spéculative), et on récupère les morceaux à bas prix qui reprendront de la valeur.

Or tout cela cache un projet corrompu beaucoup plus vaste. En effet la porte ouverte par les banques centrales à l'endettement illimité est une incitation directe à l'arrosage d'argent public, soit sous la forme de salaires de fonctionnaires, soit sous la forme de subventions à des myriades d'organisations publiques et privées qui sont chargées de faire avancer l'agenda de la Commission européenne selon ses différents actes stratégiques comme le Green Deal, les migrations de masse ou la digitalisation rapide de l'économie. Dans tous les cas, il s'agit du financement par la dette de dépenses improductives, en violation complète des traités européens qui obligeaient les États nationaux à s'endetter auprès des marchés et non de leur banque centrale tout en respectant des critères strictes d'endettement, eu égard au PIB et au budget. Au lieu de quoi, les marchés servent de corne d'abondance à la gabegie budgétaire qui finance tout et n'importe quoi, en l'absence de contrôle sérieux des dépenses, ce qui suppose la complicité de quantités d'organismes d'audit et de surveillance qui mettent leur vigilance entre parenthèses sous prétexte de situation d'urgence exceptionnelle (comme le Covid ou donc le climat, l'immigration ou la digitalisation de l'économie). Et cela amène à la vente des biens publics, il s'agit d'une arnaque évidente contre les États. En somme les taux négatifs sont le signe principal de l'appauvrissement national par la destruction de la production de richesse, la mise au chômage de millions de productifs, des prélèvements publics sur l'épargne, et la réduction du patrimoine des ménages, afin de transférer les moyens monétaires

vers des causes idéologiques qui signent la fin des Etats nations livrés sans défense aux prédateurs de la finance déguisés en sauveurs modernistes de l'humanité et de la planète et recherchant un gouvernement mondial du privé à travers le nouvel ordre mondial. Il faut noter que le du nouvel ordre mondial à travers un gouvernement mondial est par essence dictatorial, puisque démocratiquement il y a trop de différences entre les diverses idéologies populaires pour que cela fonctionne.

Aucun garde-fou sérieux ne s'oppose à la logique folle de l'argent-dette et c'est pour ça qu'il est clairement interdit dans les christianisme et l'islam.

Aucun garde-fou sérieux ne s'oppose à la logique folle de l'argent-dette et c'est pour ça qu'il est clairement interdit dans les christianisme et l'islam.

Ian Purdom précise que la planche à billets provoque une grave hyperinflation (dépréciation forte de la monnaie désormais reconnue unanimement) : 10 euros aujourd'hui offrent un pouvoir d'achat bien inférieur à ce à quoi on pouvait prétendre en 1987 pour le même montant (65 francs). Surtout que suite aux choix politiques des dernières décennies, l'inflation ne s'est pas propagée dans l'économie de manière uniforme, ce qui a pour conséquence une explosion des inégalités bien sûr en faveur des très riches devenant toujours plus riches au détriment des autres, en particulier car obtenant plus facilement des prêts des banques.

La profusion d'argent n'a pas vocation à financer l'économie réelle. Elle est cloisonnée dans la sphère financière, en circuit fermé, parmi les différents acteurs que sont les banques, les fonds de pensions, les gestionnaires d'actifs, les chambres de compensation, etc., ce qui explique qu'au début cette inflation ne se répercute pas dans l'économie réelle mais seulement au profit des très riches. De plus le marché des « repos » opère tel une gigantesque banque qui génère une création monétaire qui pousse le prix des actifs à la hausse : actions, obligations, produits dérivés et même l'immobilier (des studios sont follement proches de 900 euros dans les grandes villes de France). Cette inflation du prix des actifs génère artificiellement un effet richesse, basé sur aucune création de valeurs, sur les propriétaires et les gestionnaires de ces actifs : actionnaires, traders, salariés des banques, administrateurs de fonds de pension et de société de gestion d'actifs. Le décrochage des 1 % du reste de la population vient essentiellement de là, c'est à-dire de cette incroyable machinerie qu'est la finance mondialisée, qui permet de créer artificiellement de l'inflation à destination des plus aisés. Les limites, la défaillance, l'inutilité, la perversité et l'impiété du monde financier, mercantil et "moderne" a été clairement mis à nu sous les yeux impuissants des peuples du monde par le coronavirus tuant principalement les personnes âgées et les faibles en santé à son image et à celle du darwinisme enseigné dès l'école.

En effet entre 1987 et 2019 la valorisation boursière du CAC 40 a été multipliée par 20, les prix de l'immobilier ancien à Paris par 6 et la fortune des 500 Français les plus riches par 7 ! Le nombre de millionnaires en France est en forte hausse : il dépassait les deux millions fin 2018. Avec le temps, l'effet richesse obtenu grâce à l'inflation du prix des actifs doit mécaniquement se résorber par le rattrapage des autres facteurs de production. L'inflation se diffusant progressivement dans l'économie par les échanges, elle finit par toucher uniformément l'ensemble de l'économie.

Ceci nous permet d'affirmer que, même avec du retard, le coût du travail aurait dû rattraper le coût du capital. Or ce n'est pas ce que nous constatons. Depuis 1987 le SMIC mensuel, calculé en euro constant, n'a été multiplié que par 2.3, passant ainsi de 637 à 1521 euros aujourd'hui. Nous sommes très loin des multiplicateurs constatés pour les actifs financiers et immobiliers. Si le SMIC avait suivi la même progression que la masse monétaire, il s'établirait à 3248 euros.

C'est à dire que s'il y avait eu une indexation des salaires, le SMIC vaudrait actuellement le double.

Un tel scénario pourrait immanquablement amené la France vers une hyperinflation généralisée (amplifiée par le Covid) et incontrôlée telle que l'a connue la république de Weimar dans les années 20, synonyme de destruction de valeur dont monétaire et de capital dont des plus riches. Dans de telles conditions, si l'organisation monétaire et financière en place veut se maintenir, le coût du travail doit être utilisé comme un contrepoids déflationniste afin de garder l'inflation sous contrôle. La politique de rigueur mise en place à partir de 1984 et qui a toujours cours aujourd'hui vise prioritairement cet objectif. Les salaires et les retraites sont comprimés tout d'abord par une indexation sur des chiffres qui sous-estiment l'inflation comme le gel du point d'indice pour les fonctionnaires, des pensions pour les retraités et des différentes allocations sociales.

Depuis plusieurs décennies, le flux ininterrompu d'une immigration en âge de travailler a déséquilibré le marché du travail afin que, délibérément, la demande soit bien supérieure à l'offre. De cette manière, les salaires subissent une pression à la baisse qui neutralise l'ajustement au niveau d'inflation qu'ils auraient dû normalement connaître. Voilà pourquoi en parallèle de l'hypertrophie monétaire décrite plus haut, la France connaît sur la même période la présence d'un chômage de masse que les manipulations statistiques cachent de moins en moins. Un chômage de masse est la condition sine qua non du fonctionnement d'un système monétaire régi par l'argent-dette.

Si on prend une définition non tronquée du chômage, c'est-à-dire, l'ensemble des personnes en âge de travailler qui ne travaillent pas, nous pouvons raisonnablement en conclure que ce taux se situe plus près des 20 % aujourd'hui en France au lieu de 9 % annoncé par l'INSEE. Ce rôle crucial joué par le travail pour contrebalancer l'inflation induite par la création monétaire, explique qu'au-delà des déclarations de principe et des postures, aucune politique sérieuse ne sera mise en place pour combattre le chômage. Il en est exactement de même pour l'immigration.

Cependant, le chômage et l'immigration ne sont pas les seuls leviers à disposition pour contrebalancer l'inflation induite par une hypertrophie monétaire. D'autres leviers efficaces existent, qui ne sont aussi pas sans conséquences néfastes pour la société.

Les premiers étant, sans aucun doute, les accords de libre-échange ainsi que l'adhésion à l'OMC, qui permettent d'ouvrir grand nos marchés à des marchandises venues de pays à bas coût, ne respectant aucune norme sociale et environnementale. L'impact sur les prix est considérable. En effet, un tee-shirt venu du Bangladesh, ou un écran plat sorti d'une usine chinoises coûtent entre 5 et 20 fois moins cher à produire qu'en France. Dans le panier du Français moyen, c'est une bouffée d'oxygène qui lui a indéniablement permis de contrebalancer en partie les hausses de prix subies ailleurs. Cela s'est malheureusement fait au détriment de l'emploi sur place. Les délocalisations et l'incroyable désindustrialisation constatées en France depuis 40 ans en sont le corollaire. Là encore, on comprend pourquoi, malgré les promesses, aucune politique sérieuse n'a été mise en œuvre pour stopper ce phénomène.

Autre levier utilisé ces dernières années, l'uberisation, souvent synonyme de fin du salariat protégé par les syndicats à tout petit patron surchargé de travail et mal payé. Ce néologisme, provenant de la société californienne Uber, décrit comment les start-up mettent en relation directe les entreprises et les clients sur ces nouveaux marchés que constituent les plateformes numériques. Ainsi dans de nombreux secteurs, ce phénomène vient bousculer des professions déjà établies dont en leur faisant subir souvent une concurrence déloyale de la part de ces

nouveaux entrant qui ne respectent pas les mêmes contraintes réglementaires et sociales. Cela fut particulièrement criant dans des secteurs comme l'hôtellerie ou les taxis, de simples particuliers sans enregistrement ni autorisation préalable s'improvisant chauffeurs ou chambres d'hôtes. Cette concurrence déloyale permet un nivellement par le bas des conditions de travail et de l'encadrement social, ce qui autorise une compression des prix. Là encore malgré les protestations, la timidité du gouvernement à y répondre s'explique par le besoin de contrebalancer l'inflation. Même l'ubérisation de la politique synonyme aussi de grand effondrement est en cours. La destruction en règle de la France depuis Chirac-Sarkozy-Lagarde concerne aussi les partis politiques. L'ubérisation de la politique se voit à travers Zemmour, Macron, LREM, RN, LR, LFI... En effet avec l'élection présidentielle de 2022, nous découvrons de nouveaux partis politiques, vite créés, bâclés et usagés. Cette ubérisation gagne les services publics, l'hôpital et tout le reste et reflète notre vie ordinaire : nous sombrons dans un modèle apportant la misère et la précarité pendant qu'au sommet s'édifient des fortunes colossales qui ne se basent sur rien mais organisent notre dystopie parce qu'elles contrôlent notre mental.

Enfin le dernier levier et sûrement le plus important pour les années futures est la robotisation, c'est-à-dire la substitution de tout travail humain par des machines. Cela est déjà largement avancé dans l'industrie. Les chaînes de montages automobiles connaissent des taux d'automatisation vertigineux. Les services commencent à être touchés. L'apparition de caisses automatiques dans les supermarchés et les stations services, et l'émergence des voitures autonomes, dernier échelon vers un remplacement pur et simple des chauffeurs déjà complètement assistés par les GPS, vont dans ce sens. Même les secteurs à très haute valeur ajoutée comme la recherche, la conception, la gestion, nécessitant connaissances et expertises, sont aujourd'hui en phase d'être concurrencés par des algorithmes de plus en plus complexes. L'intelligence artificielle réalisant des avancées stupéfiantes dans tous les domaines.

Les chiffres officiels de l'inflation calculés par l'INSEE et utilisés par le gouvernement pour réajuster les salaires sont complètement faussés. La France connaît en réalité une hyperinflation qui est le résultat d'une création monétaire totalement débridée et sans aucun garde-fou. Et comme cette inflation se fait donc en majorité en faveur des plus riches, ce qui explique l'explosion des inégalités en France depuis plus de 30 ans et la perte des valeurs. Cette inégalité est organisée par la manipulations des politiques. En effet des organisations perverses comme la Commission trilatérale se coordonnent pour s'emparer du contrôle de l'occident et consolider les quatre centres du pouvoir : politique, monétaire, intellectuel et religieux. Lire à ce sujet l'excellent article de Matthew Ehret « Comment la Commission trilatérale a conduit un coup d'état bancaire en Amérique » à l'adresse suivante : <https://lesakefrancophone.fr/comment-la-commission-trilaterale-a-conduit-un-coup-detat-bancaire-en-amerique>